

Omer Bartov «Si vous ne critiquez pas Israël, vous lui donnez carte blanche»

Recueilli par ADRIEN NASELLI et ALEXANDRA SCHWARTZBROD

L'historien israélo-américain, spécialiste de la Shoah, pointe l'aveuglement des Israéliens sur la colonisation en Cisjordanie et l'esprit de vengeance qui guide le gouvernement Nétanyahou depuis le 7 Octobre. Il propose un partage du territoire entre Palestiniens et Israéliens sous la forme d'une confédération. Une option qui nécessite une «thérapie de choc» menée par les Etats-Unis.

Sur la tragédie du Moyen-Orient, Omer Bartov a une voix unique et occupe une place délicate. Commandant d'un bataillon d'infanterie à la fin de son service militaire, au moment de la guerre du Kippour en 1973, l'historien israélo-américain, éminent spécialiste de la Shoah, a été l'un des premiers intellectuels à parler de génocide à Gaza, où 3,5 % de la population a été tuée depuis 2023. «Cette période représente pour moi un défi, tant du point de vue émotionnel qu'intellectuel», écrit-il dans Israël, une course vers l'abîme (Seuil). Il retrace dans cet essai l'évolution du sionisme et se confronte à des questions qui l'ont «empêché de dormir» : par exemple, comment un Etat fondé au lendemain de la Shoah se retrouve-t-il sous le coup d'une accusation crédible de crimes contre l'humanité ? Traduit en huit langues, le livre n'a trouvé d'éditeur ni en Allemagne ni en Israël. «Je pense que mon livre les choque», nous dit, avec un calme olympien, le professeur à l'université de Brown (Etats-Unis), de passage à Paris.

Israël a annoncé, le 27 mai, avoir tué le nouveau chef du Hamas. Comment analysez-vous l'évolution de cette guerre ?

Israël mène ces campagnes d'assassinats depuis des années, et ça ne change rien. Il n'y a pas d'objectif politique clair, à part celui de poursuivre la guerre, de vider Gaza de sa population et d'étendre la colonisation en Cisjordanie. Le gouvernement et une partie des médias ont tenté de persuader le public que tout cessez-le-feu serait une mauvaise chose. Ils craignent que Trump ne limite les actions israéliennes en parvenant à un accord avec l'Iran. Et Israël semble avoir reçu carte blanche pour intensifier les bombardements au Liban.

Le but est de grignoter davantage de territoires ?

Certains, au gouvernement, aimeraient s'emparer de territoires en Syrie et au Liban de manière permanente. Ils les présentent comme de nouvelles zones tampons de sécurité. En Cisjordanie, cela avance à grands pas. Il y a de plus en plus d'expulsions de Palestiniens. Au Liban, Israël revient sur des territoires qu'il avait évacués il y a vingt ans. Il n'a jamais réussi à les conserver. Cela n'aboutira qu'à davantage de morts et de déplacements de population dans le sud du pays et à Beyrouth, ainsi qu'à davantage de morts parmi les soldats israéliens.

Dans votre livre, vous citez des membres du gouvernement, mais aussi de la gauche, qui ont appelé à la destruction des Palestiniens.

Les sentiments d'hommes comme Itamar Ben Gvir, le ministre de la Défense nationale, sont limpides. Ils prônent ouvertement les meurtres, le nettoyage ethnique et le génocide. L'opposition est censée venir de la gauche, des modérés, des laïques mais, après le 7 Octobre, nombre d'entre eux ont dit qu'avant l'attaque du Hamas, ils croyaient à un accord avec les Palestiniens – même si, en réalité, personne ne parlait de l'occupation, ni la gauche ni la droite – mais qu'ils avaient pris conscience que «les Palestiniens veulent juste nous tuer.» Beaucoup soutiennent l'idée que la seule façon de traiter avec les Palestiniens est la violence. La majorité des Israéliens préfère ne pas aborder le sujet. Et quand des gens comme moi en parlent, ils répondent : «Vous n'avez aucune empathie pour nous. Vous ne vivez pas ici.» C'est un sentiment de malaise très dérangeant quand on parle avec ces gens qui ont voyagé, qui lisent, et qui ont pourtant sur l'occupation un angle mort. Cette attitude n'est pas née le 7 Octobre, elle s'est construite au fil des générations.

Est-ce que cela n'a pas été accentué par le mur construit à partir de 2002 ?

Ce mur a créé une «mort sociale», comme on dit en sociologie. Avec lui, les Palestiniens ont cessé d'exister aux yeux des Israéliens ; ceux-ci ne les croisent que lorsqu'ils sont en uniforme pour faire respecter l'occupation ; sinon, ces gens-là n'existent pas. Dans les années 1970, on parlait déjà d'une «occupation éclairée». En août 2023, nous avons publié une tribune qualifiant l'occupation d'«éléphant dans la pièce», signée par 3 000 personnes, dont de nombreux universitaires. Benyamin Nétanyahou, en quelques décennies, a réussi à persuader une grande partie de l'opinion publique israélienne et mondiale qu'il n'y avait pas de solution au problème, que nous pouvions gérer l'occupation.

Il y a tout de même des personnes qui manifestent contre la destruction de Gaza et la colonisation... Il y a eu de très petites manifestations, menées par des personnes de mon âge pour la plupart, qui brandissaient des photos d'enfants palestiniens tués. La police n'a même pas eu besoin d'intervenir, car des gens leur crachaient dessus, déchiraient les photos. La réaction du public est très défensive. «Ne nous montrez pas cette réalité», disent-ils.

C'est pourquoi vous consacrez un chapitre au massacre des enfants ?

La mort d'enfants donne carte blanche à la violence, et cette carte blanche autorise la violence contre d'autres enfants. On entend ce discours dans toutes les guerres : «Nous aimons nos enfants, alors qu'eux ne se soucient même pas des leurs.» C'est l'autre camp qui est coupable des crimes que nous commettons. C'est pourquoi on lit et on entend beaucoup en Israël ces vers du poète national, Haïm Nahman Bialik : «Une telle vengeance, la vengeance du sang d'un enfant / Satan ne l'a point encore inventée...» Depuis le 7 Octobre, le discours sur la vengeance est omniprésent en Israël. Je pensais que les Européens réagiraient, mais personne n'a empêché le massacre de Gaza. Joe Biden aura cela sur la conscience. En attendant, le Hamas a atteint son objectif principal : régionaliser la question palestinienne qui avait été mise sous le tapis. Aujourd'hui, Israël est engagé dans une guerre régionale, une guerre qu'il ne peut pas gagner. Avez-vous été surpris par l'extrême violence des massacres du 7 Octobre ?

La violence inouïe déployée a été affreusement choquante. Malheureusement, elle n'est pas difficile à expliquer. Imaginez des gens qui ont été traités comme des chiens pendant des

années, qui ont vécu derrière des barbelés, enfermés dans une cage. Ils s'échappent et peuvent se venger de ceux qui les ont humiliés et affamés. Ils se comportent avec brutalité, comme dans d'autres cas de l'histoire coloniale. C'est effrayant, bien sûr. Rien ne justifie le meurtre de civils. Le fait de prendre des civils pour cibles a été une grave erreur de la part du Hamas et des autres groupes. Ils donnent raison à ceux qui pensent qu'ils doivent les opprimer parce qu'ils sont des sauvages, parce qu'ils se sont révoltés. C'est une dynamique bien connue.

Réprouvez-vous aussi ceux qui ont évoqué un acte de résistance ?

Massacrer des civils comme l'a fait le Hamas n'est pas un acte de résistance. Glorifier le meurtre et le viol, non plus. Par la suite, Israël a avancé le droit à la légitime défense. Mais cela ne donne pas le droit de tuer des milliers d'enfants. Cette tentative de tout embrouiller n'aide personne. Dans le droit international, la résistance armée à l'oppression est à la fois compréhensible et légitime. On entend des membres de l'armée israélienne dire que s'ils étaient à la place des Palestiniens, ils résisteraient aussi. Israël a lui-même une histoire de résistance.

Lors de votre dernier voyage en Israël en 2024, des étudiants ont bloqué votre conférence... C'était le chaos: les étudiants frappaient contre les murs et criaient : «Nous ne sommes pas des meurtriers !» Mais une fois assis avec eux, j'ai trouvé intéressant – pas forcément agréable – de les écouter parler. J'ai rappelé mes propres expériences en tant que soldat et ils se sont un peu calmés. J'en suis ressorti, bien sûr, très déprimé. Parce que ces jeunes gens se présentaient comme des victimes ayant été obligés de faire ce qu'ils faisaient, tout en essayant de s'humaniser, ce qui est naturel, bien sûr. Mais ils étaient incapables de comprendre ce dans quoi ils s'étaient engagés.

Espérez-vous toujours être rejoint par d'autres historiens de la Shoah ?

Oui, j'y crois toujours. La légitimité des institutions qui commémorent l'Holocauste repose sur ce qu'on a appelé «les leçons universelles de l'Holocauste» à savoir la nécessité de créer un ensemble de lois internationales pour empêcher que cela ne se reproduise.

Il ne s'agit donc pas seulement du passé, mais aussi du présent et de l'avenir. Parler d'autres cas de génocides sans rien dire de ce qui se passe à Gaza, je pense que cela les discrédite. Beaucoup de gens, dont moi-même, ont été bêtement et ironiquement qualifiés d'antisémites pour avoir parlé de génocide à Gaza. Nous assisterons à de nombreux autres génocides à l'avenir, notamment en raison de l'impunité dont Israël a bénéficié et de la manière dont il a agi.

Comment resituez-vous dans l'histoire l'accusation d'antisémitisme pour toute critique d'Israël ?

On peut remonter à Hannah Arendt qui, lorsqu'elle a publié ses premiers articles dans le New Yorker, a livré un témoignage sur la banalité du mal. Gershom Scholem, grand spécialiste de la Kabbale à Jérusalem, était l'un de ses amis. Il lui a écrit : «Tu manques d'amour pour Israël», ce qui signifie: tu écris des choses négatives sur les Juifs. C'est-à-dire: tu n'agis pas en tant que membre de la tribu. Tu laves le linge sale en public. L'ambassadeur d'Israël en Allemagne m'a qualifié à la fois de Juif qui se déteste et d'Israélien antisémite. Cela remonte très loin dans l'histoire juive. C'est le réflexe d'une minorité menacée. Mais Israël est désormais un Etat indépendant, où les Juifs sont majoritaires, où ils disposent d'avions à

réaction, de chars et d'artillerie, et si vous ne critiquez pas cet Etat, alors, vous lui donnez carte blanche.

Quelles conséquences auront les pressions exercées sur les universités, et qu'en est-il dans la vôtre, Brown, aux Etats-Unis? Ces pressions n'ont pas toutes été suivies d'effets, la preuve : je viens de terminer un cours sur l'Holocauste et la Nakba. Mon université a reçu des centaines de courriels pour lui demander de m'empêcher d'enseigner et de me licencier, en prétendant que je soutiens le Hamas, mais l'université n'a pas cédé. Je suis une exception à cause de mon parcours : je suis israélien, j'ai servi dans l'armée israélienne, j'ai passé une grande partie de ma vie à écrire sur l'Holocauste. Mais les jeunes ont été intimidés. Il n'y a plus de protestations aux Etats-Unis contre cette guerre. Ces recteurs d'université et ces donateurs qui retiraient leurs financements au printemps 2024 ont gagné. Et pour quel résultat ? Une véritable montée de l'antisémitisme aux Etats-Unis. Les têtes brûlées de la politique américaine affirment désormais que tout cela prouve que les Juifs ont trop de pouvoir et qu'ils contrôlent la finance hollywoodienne et la politique étrangère. Cela se retourne contre eux.

N'y a-t-il pas un risque pour les Juifs dans le monde ?

Les actions du gouvernement israélien menacent réellement la sécurité des Juifs à travers le monde. Israël mène une politique d'une violence extraordinaire, à une échelle jamais vue auparavant, du moins pas depuis 1948. Et cela provoque partout des réactions négatives. Certains politiques israéliens pensent que c'est une bonne chose, car les Juifs devraient s'installer en Israël. Les Juifs ont été persécutés et menacés tout au long de l'histoire, l'antisémitisme existe, ce n'est pas une invention, mais il y a une sorte de perversion du sionisme, qui consiste à penser que si nos actions créent davantage d'antisémitisme, alors les Juifs comprendront que le seul endroit sûr pour eux est Israël. Alors que nous faisons d'Israël l'endroit le moins sûr au monde pour les Juifs. C'est un cercle vicieux.

Existe-t-il encore une solution pour rapprocher ces deux peuples ?

La solution a toujours été simple : trouver un moyen pour que 7 millions de Juifs et 7 millions de Palestiniens vivant entre le fleuve et la mer puissent partager cet espace. Pour moi, la meilleure option est une confédération fondée sur la distinction entre citoyenneté et résidence. Elle reconnaîtrait le droit à l'autodétermination des deux groupes, c'est pourquoi je pense que la rhétorique antisioniste n'est qu'une sorte de rhétorique creuse. Les Juifs ont un droit à l'autodétermination, tout comme les Palestiniens. Et il faut reconnaître le droit au retour. Si les Israéliens l'ont, les Palestiniens devraient l'avoir. Il faut juste reconnaître que les deux groupes ont un lien très fort avec ce lieu.

Cela doit passer par une thérapie de choc menée par les Etats-Unis. Leurs partenaires européens, très réticents et hésitants, finiront par se joindre à eux. Des changements majeurs sont en cours, au sein de l'opinion publique américaine, mais aussi dans les milieux politiques, tant libéraux que de droite, qui s'opposent de plus en plus à ce soutien instinctif à Israël. Une fois que Washington cessera son soutien total, Israël devra revenir à la politique. Et redéfinir l'Etat d'Israël lui-même, on ne peut pas le redéfinir sans remonter à 1948. Il faut une Constitution et une reconnaissance des torts.

Pensez-vous voir cela de votre vivant ?

En 1945, l'Allemagne a détruit l'Europe et tué des millions de personnes. Dix ans plus tard, elle concluait des accords avec la France, les prémices de l'UE. Qui l'aurait cru ? Les Européens n'imaginent plus se faire la guerre. Les choses peuvent changer bien plus vite que nous ne l'imaginons. Dans ce cas précis, le changement ne viendra pas de l'intérieur; il doit s'accompagner d'une pression massive, comprenant des sanctions militaires, économiques et politiques qui forceraient les Israéliens à prendre conscience des limites de leur pouvoir.

La loi internationale stipule que les promoteurs d'un génocide doivent être punis... J'aimerais être encore vivant le jour où Nétanyahou sera jugé à la Haye. Il ne sera jamais traduit en justice en Israël, mais si Israël ne rend pas de comptes en tant qu'Etat, pour 1948, pour tout ce qui s'est passé entre-temps, et pour Gaza, alors un processus politique ne sera pas possible. C'est pourquoi ce projet de confédération, même s'il ne peut être mis en œuvre aujourd'hui, est important à envisager. Car, quand ce moment viendra, on peut espérer qu'un leadership alternatif émergera, chez les Palestiniens comme chez les Israéliens. •

ISRAËL UNE COURSE VERS L'ABÎME OMER BARTOV Seuil, 288 pp. 21,90 €.